

BELEMSOBGO, Sidnoma Nita

University of Lagos

Département de Droit Public

nitabelemsobgo@yahoo.fr



Résumé

L'origine des négociations sur le climat remonte aux années 1979 avec la première conférence internationale tenue à Genève. Au cours de cette conférence, furent exprimées les différentes préoccupations concernant les émissions de gaz CO₂. Depuis 1995, les pays se réunissent annuellement sous l'égide de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), forum traitant des questions liées au changement climatique. Cette étude examine le niveau de participation des femmes africaines à ces rencontres internationales sur le climat. L'analyse montre qu'elles sont toujours sous-représentées. Cette sous-représentation est due à une persistance des inégalités entre homme-femme dans la plupart des pays. Cela constitue incontestablement un obstacle majeur à la résolution des problèmes liés au changement climatique. Cette étude postule que pour que des solutions idoines soient apportées aux problèmes liés au changement climatique, il est primordial d'intégrer la dimension genre dans les politiques internationales, de même que nationale. Les femmes, par leurs approches différentes des questions environnementales, pourraient jouer un rôle clé en apportant des solutions innovantes. Leurs savoirs traditionnels et engagements peuvent contribuer à la décarbonisation de nos sociétés ainsi qu'à l'atténuation des effets du changement. Par ailleurs, cette étude recommande une plus grande représentation des femmes lors des négociations sur le climat.

Introduction

Faire face au changement climatique implique des choix et la mise en place de politiques pour des pays aux préoccupations différentes. Selon le rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), les pays font différemment face aux effets du changement climatique. En Afrique, par exemple, si certains pays font face au défi des inondations, d'autres luttent contre la sécheresse. Face à ce constat, il était indispensable d'instaurer des fora où les pays ayant les mêmes préoccupations pourraient définir des stratégies communes et adopter des solutions durables. C'est ainsi que naissent les fora internationaux traitant des questions d'environnement et de changement climatique. Malheureusement, pour de nombreuses raisons, le constat est que les femmes sont toujours sous-représentées lors des négociations internationales sur le climat.

Objectif

Ce travail de recherche examine le degré de participation des femmes africaines aux négociations internationales sur le changement climatique. L'objectif étant de mettre en évidence leur sous-représentativité, et ce malgré la promotion de l'égalité et la parité genre par les accords internationaux, les instruments juridiques et politiques nationaux. Pour atteindre notre objectif, sont passés en revue les principales dates des négociations sur le changement climatique.

Ensuite, une analyse des actions des femmes tendant à atténuer les effets du changement climatique est effectuée. L'étude utilise également le Burkina Faso (État membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)) comme exemple

pour mettre en évidence la sous-représentation des femmes au sein des délégations des pays africains. Cette étude est circonscrite à la participation des femmes d'Afrique de l'Ouest à ces négociations.

Méthodologie

- Une analyse documentaire: Cette analyse permet de comprendre les stratégies des pays en réponse au changement climatique. Elle permet également de cerner le rôle des femmes dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation. Enfin, elle nous permet de percevoir pourquoi il existe une sous-représentation des femmes dans les délégations lors des négociations internationales sur le climat.
- Des entretiens : elle nous permet de cerner l'impact de cette sous-représentation; l'importance de l'Egalité genre dans les politiques et la pratique des Etats (ainsi qu'au niveau international); l'importance de l'éducation pour relever les défis.

Approche Genre en Afrique face au défi du CC

- 70 % des personnes les plus pauvres du monde sont des femmes (BIT).
- Dans les sociétés africaines traditionnelles ayant principalement l'agriculture comme activité de base, les perturbations climatiques ont des répercussions incommensurables sur la vie des communautés.
- Plus de 70 % des activités agricoles sont pratiquées par les femmes dans certaines communautés locales.
- Pour pallier ces défis, les femmes développeront des initiatives d'adaptation et de lutte contre ces aléas climatiques.
- Cependant, l'inégalité genre est un grand handicap et constitue par conséquent un défi, car les femmes ne jouissent pas des mêmes droits que ceux attribués aux hommes.
- Dans de nombreux pays africains, cet esprit innovatif des femmes est bien étouffé parce qu'elles n'ont pas voix dans les grandes décisions.

Le Genre dans les Négociations sur le Climat

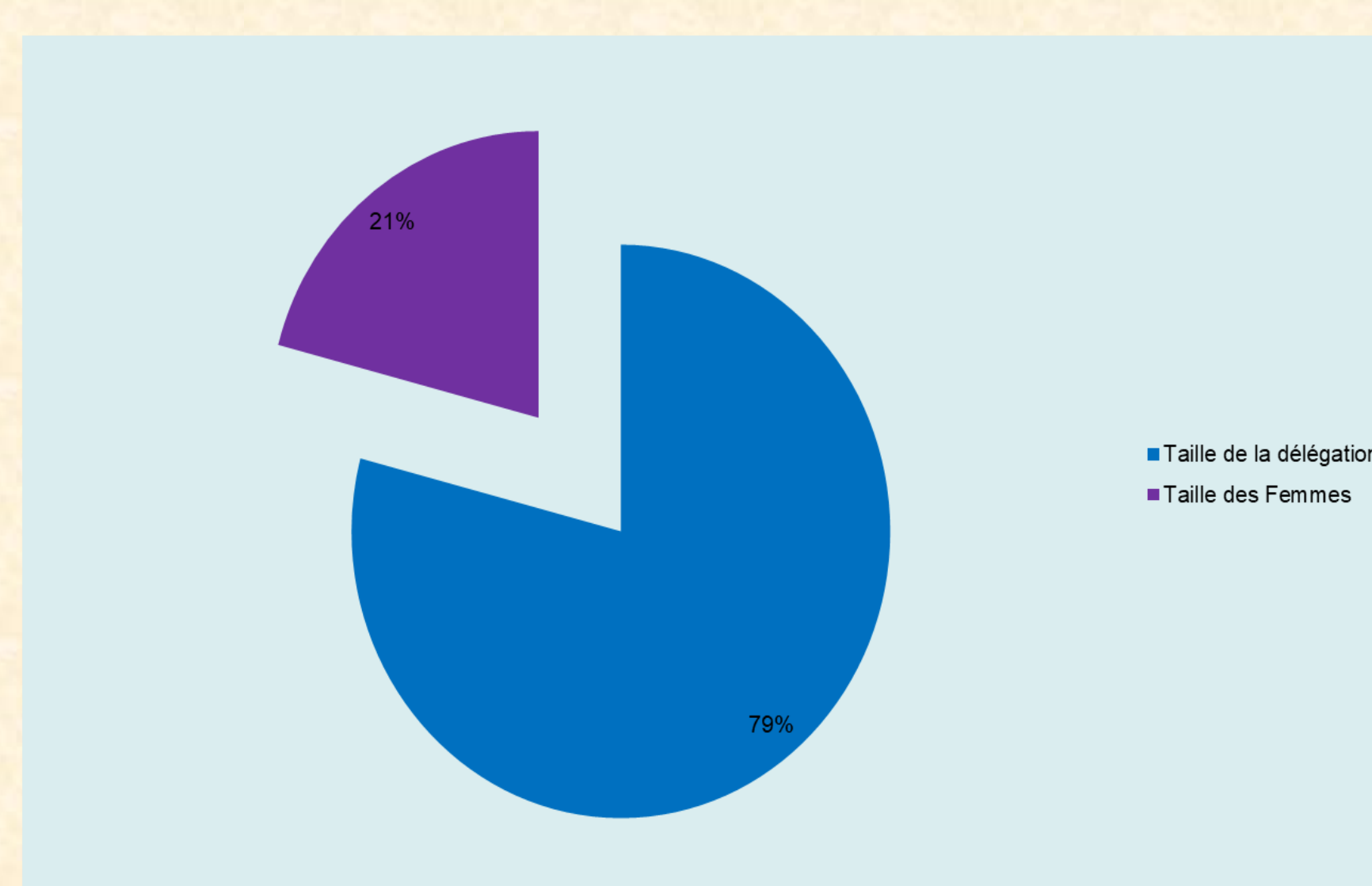


Fig.1 Ratio de femmes des pays de la CEDEAO pendant la COP24 (Katowice)

Source : Computation de l'auteur à partir de WEDO (2020)

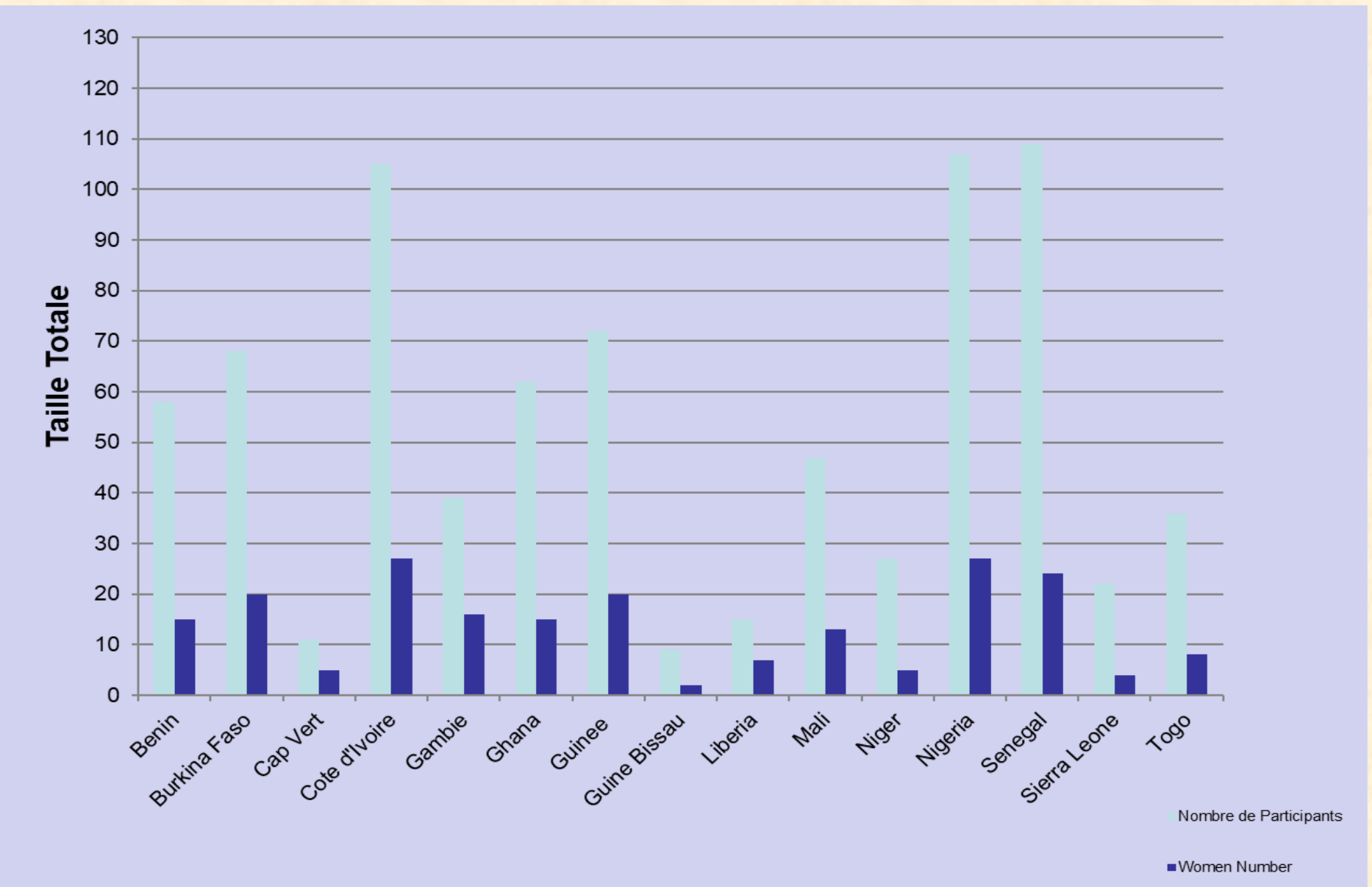


Fig.2 Participation des femmes de la CEDEAO à Katowice (2018) COP24

Source : Computation de l'auteur à partir de WEDO (2020)

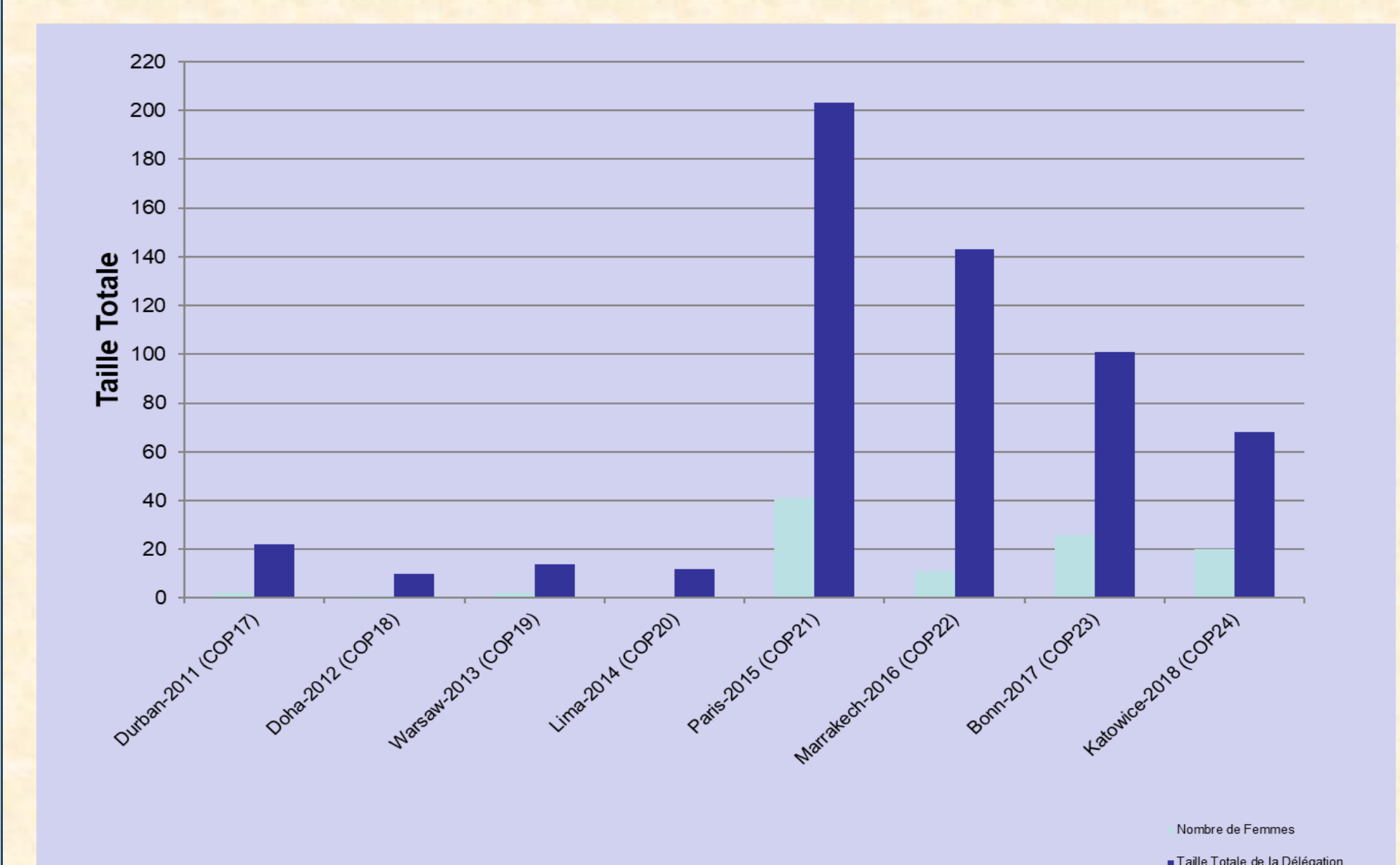


Fig.3 Participation des femmes du Burkina Faso de la COP17 à la COP24

Source : Computation de l'auteur à partir de WEDO (2020)

Vers la Résolution des Inégalités Genre et du Changement Climatique

Comment aborder concrètement l'inégalité et la non-parité des sexes dans les négociations sur le climat ?

1. Les pratiques internationales ne doivent pas être en déphasage avec les instruments internationaux de promotion de l'égalité genre adoptés.
2. L'effet non contraignant de la plupart des accords internationaux conduit certains pays à un certain laxisme et à ne pas privilégier la parité genre dans les délégations.
3. Pour ce qui concerne l'Afrique, il est important et nécessaire de faire intervenir les groupes de négociation africains, les autochtones et la communauté scientifique. Une telle synergie fera ressortir les préoccupations communes, apporter des solutions contextualisées à présenter lors des réunions internationales.
4. En ce qui concerne l'inégalité entre les sexes, il est nécessaire de capitaliser les efforts sur trois volets : le niveau international, le niveau national et le niveau local.

References

- [1] Palacios-Lopez, A., Christensen, L., & Kilic, T., 2017. How much of the labor in African agriculture is provided by women? *Food Policy*, 67, 52-63
- [2] Högl, M., 2018. *Enabling factors for cooperation in the climate negotiations: a comparative analysis of Copenhagen 2009 and Paris 2015* (No. 14/2018). Discussion Paper.
- [3] Kelly, A. C. (2017). *Improving REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation) Programs* (Doctoral dissertation)
- [4] Greene, S. (2019). *What Do the Statistics on UNFCCC Women's Participation Tell Us?*. WEDO Intern. <https://wedo.org/what-do-the-statistics-on-womens-participation-tell-us/>, Dernier accès 20 Avril 2022.
- [5] Plateforme Genre et Développement. (2017). *Plaidoyer ouvert à signatures des Organisations de la Société Civile*, Décembre 2017. <http://www.genre.developpement.org/travaux-de-la-plateforme/avis-et-recommandations/plaidoyer/>, Dernier accès 20 Avril 2022